



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et  
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires  
Supplément à CPS n°58 –  
22 novembre 2015

## DÉCLARATION DU GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE, DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE

**Les travailleurs la jeunesse doivent imposer aux organisations d'origine ouvrière  
(partis, syndicats), à leurs dirigeants :**

**Qu'ils s'opposent à l'offensive en règle menée par le gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve-  
Taubira contre les libertés démocratiques ; qu'ils exigent :**

**- La levée immédiate de l'état d'urgence**

**- L'arrêt immédiat de l'intervention militaire en Syrie et  
en Irak, en Afrique**

### Des attentats barbares

Dans la nuit du 13 au 14 novembre, les attentats commandités par Daech ont fait 130 victimes et des centaines de blessés en plein Paris. Ces attentats d'une rare sauvagerie ne peuvent que susciter l'horreur et la répulsion.

### Redoublement de l'intervention militaire en Syrie et Irak, état d'urgence, réforme de la constitution

Manipulant l'effroi que suscite légitimement le véritable carnage qui a eu lieu, Hollande, le gouvernement ont inlassablement martelé depuis le 13 novembre que *"La France est en guerre"*. Hollande a annoncé l'amplification de l'intervention militaire en Syrie et en Irak. Il a décrété l'Etat d'urgence. Cela signifie la possibilité pour le gouvernement et les préfets d'interdire manifestations et réunions (d'ores et déjà les manifestations sont interdites en Ile-de-France), la possibilité de perquisitions administratives à toute heure du jour ou de la nuit (donc sans mandat de l'autorité judiciaire), la possibilité d'assigner à résidence toute personne sur la base de la simple présomption d'*"atteinte à l'ordre public"*. La possibilité est donnée aussi au gouvernement de dissoudre toute association simplement suspectée de constituer une *"menace pour l'ordre public"*.

Hollande a également annoncé une réforme de la constitution de la V<sup>e</sup> République dans le sens de l'aggravation de son caractère bonapartiste. Il s'agit précisément de banaliser en le "constitutionnalisant" le recours à l'Etat d'urgence sans devoir en passer par le vote de l'Assemblée nationale, de donner toute latitude au président -Bonaparte (article 16, article 36). Il a évoqué la possibilité de déchoir de la nationalité française les "binationaux" y compris nés en France, non seulement pour terrorisme mais aussi *"pour atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation"*. Il s'agit donc d'une atteinte aux libertés démocratiques d'une ampleur inédite et exceptionnelle.

Il a annoncé aussi la création de 5000 postes dans la police et la gendarmerie, de 2500 postes dans la justice pénitentiaire. Il a annoncé aussi le rétablissement de plus de 9000 postes dans l'armée d'ici 2017.

Notons-le. Alors que les masses populaires horrifiées par les massacres du 13 novembre se posent la question : comment éviter que cela se reproduise ?, Hollande, Valls ont au contraire annoncé sans vergogne que les attentats allaient se reproduire. Et il est incontestable que l'amplification de l'intervention militaire en Irak et en Syrie conduira inéluctablement à de nouveaux attentats aussi meurtriers.

### Le terreau du terrorisme

C'est sur le terreau des interventions impérialistes au Moyen-Orient, mais aussi en Afrique, que se sont développés l'islamisme et le djihadisme.

D'abord, et il faut sans cesse le rappeler, les groupes islamistes ont été formés, armés par l'impérialisme. C'est par exemple le cas d'Al-Qaïda, création de l'impérialisme US, comme des Talibans utilisés d'abord contre le régime lié à Moscou en Afghanistan. C'est encore le cas des groupes islamistes en Libye, utilisés et armés dans le cadre de l'intervention franco-britannique en Libye contre Khadafi.

Mais c'est aujourd'hui toujours le cas au Yémen où Al-Qaïda est totalement partie intégrante de la coalition sous la houlette de l'Arabie

saoudite, armée par la France. Rappelons la récente visite de Hollande en Arabie saoudite et son soutien éhonté à son régime sanguinaire. C'est dans le cadre de cette coalition qu'Al-Qaida a pris le contrôle d'Aden et y sème sa terreur.

En Irak et en Syrie, les succès de Daech sont le résultat direct de deux guerres impérialistes ayant fait des centaines de milliers de morts, de la politique de l'impérialisme US jouant cyniquement des antagonismes confessionnels entre chiites et sunnites. Ils sont le résultat des bombardements qui ont d'ores et déjà fait des centaines de morts dans la populations civile (540 au 5 septembre selon l'ONG Airwars).

Après avoir été largement soutenu par le Qatar et l'Arabie saoudite, et aussi la Turquie qui l'utilisait contre les combattants kurdes, l'EI ("Daech") aujourd'hui constitue une véritable puissance militaire et financière. Cela n'est possible que par la collaboration des trusts pétroliers qui lui achètent son pétrole, des banques qui gèrent ses revenus, des pays – et en particulier la Turquie – par lesquels transite son pétrole, des pays européens (l'UE l'a reconnu officiellement... sans les nommer) qui l'achètent.

Quant au recrutement de Daech dans les pays d'Europe, en particulier la France, il est rendu possible par l'état de décomposition sociale et politique des banlieues, villes et quartiers ouvriers en déshérence. C'est d'abord le résultat de la crise du système capitaliste et de la politique des gouvernements successifs aboutissant au chômage de masse. Dans cette situation, peuvent prospérer trafics de toute sorte, délinquance petite et grande. C'est bien dans ces milieux que se recrutent en partie les candidats au djihad.

Mais il faut ajouter : ce recrutement est grandement facilité par le fait que depuis des décennies, partis d'origine ouvrière (PCF, PS) et directions syndicales s'y sont décomposés politiquement. Ils ont tourné le dos aux aspirations de la jeunesse immigrée, aussi bien en prenant en charge l'ensemble des mesures anti-ouvrières des gouvernements bourgeois qu'en soutenant les interventions de l'impérialisme français, pour ne rien dire de leur défense constante de l'Etat d'Israël, sous couvert de "droit international", contre les droits nationaux du peuple palestinien.

### **Union nationale pour la guerre, pour la suspension des libertés démocratiques**

Les annonces de Hollande ont valu à ce dernier, parlant devant le Congrès, une *standing ovation* de la quasi unanimité des députés et sénateurs, du PCF aux Républicains. Pour l'amplification de l'intervention militaire en Irak et en Syrie, pour l'Etat d'urgence, s'est réalisée une véritable union nationale.

Naturellement, s'agissant des dirigeants des Républicains, l'approbation bruyante des mesures essentielles de Hollande n'exclut pas qu'ils jouent leur propre partition dans le sens d'une surenchère. Mais ce qui domine, c'est évidemment la satisfaction. Fillon déclarait le 16 à la télévision : *"Toutes les mesures annoncées par le président sont celles que nous préconisons depuis des mois" !*

Et la jubilation des Républicains comme du FN est justifiée : car c'est sans vergogne que le gouvernement conduit par Hollande et Valls a puisé nombre des mesures prises dans leur programme.

### **PS et PCF : approbation totale de la guerre, de la suspension des libertés démocratiques, de la marche à l'État policier**

Mais le plus important est le soutien total du PS et du PCF aux mesures annoncées par Hollande, qui ne peuvent que rappeler, sans amalgamer les situations, celui apporté aux "pouvoirs spéciaux" accordés il y a 60 ans au gouvernement Mollet dans la lutte colonialiste contre celle pour l'indépendance du peuple algérien, et qui permit l'utilisation à grande échelle de la torture contre les combattants algériens.

Pour ce qui est de la déclaration de Cambadélis, premier secrétaire du PS, cela va jusqu'à l'éloge sans retenue... de Sarkozy :

*"Le Président de la République, François Hollande, a réagi rapidement et avec fermeté, décrétant l'état d'urgence, le contrôle aux frontières (...) Nous soutenons les mesures d'exception décidées. Elles en appellent d'autres. Le Président de la République s'exprimera devant la représentation nationale réunie en Congrès lundi. Devant l'épreuve, j'en appelle à la concorde nationale. Je remercie le président Nicolas Sarkozy et tous les responsables politiques d'apporter leur concours à cette union".*

Mais le PCF n'est pas en reste, comme l'indique la déclaration de la sénatrice Assassi au Congrès :

*"Il fallait donc prendre des mesures d'urgence, ce qui a été fait vendredi soir avec raison par le Président de la République. Face à la violence d'attaques multiples, l'Etat d'urgence est aujourd'hui pleinement justifié."*

*Les forces de police doivent disposer des moyens nécessaires pour réagir avec fermeté et célérité."*

### **Vote quasi unanime à l'Assemblée nationale**

La traduction en a été le vote quasi unanime à l'Assemblée nationale du jeudi. Seuls trois députés du PS, auxquels il faut ajouter trois députés EELV, ont voté contre. Ce vote a donc rassemblé aux côtés des députés LR, FN, EELV, la totalité des députés PCF et l'immense majorité des députés PS. Il faut ajouter que sur proposition du gouvernement l'assignation à résidence pourra s'accompagner dans certains cas du bracelet électronique – ce qui revient à l'emprisonnement sans jugement –, l'interdiction de quitter son domicile étendue à 12 heures, etc.

En outre, les policiers pourront conserver leurs armes en dehors du service ; ils bénéficieront lorsqu'ils en useront d'une présomption de légitime défense, etc.

## **La véritable cible de l'Etat d'urgence, c'est le prolétariat, son droit à l'organisation, à la manifestation, à la grève**

Il n'a pas fallu 48 heures pour qu'apparaissent les véritables buts de l'Etat d'urgence. Même le journal *Le Monde*, chaud partisan de la politique de Hollande, cite de nombreux cas de perquisitions et d'assignations à résidence de personnes dont le rapport avec le "terrorisme" n'est nullement avéré.

Déjà, les premières décisions d'interdictions de manifestation ont été prises (même les manifestations pourtant bien peu menaçantes liées à la COP 21). Plus significatif, à Mayotte, alors qu'une grève massive se développe pour l'égalité des droits des travailleurs par rapport à ceux de la métropole, alors que la ministre George Pau Langevin a été accueillie par des centaines de manifestants, l'Etat d'urgence a été exceptionnellement étendue à l'île.

## **Le soutien des directions syndicales à l'Etat d'urgence : un coup de poignard porté au prolétariat**

Quant aux directions syndicales, il ne leur a fallu que quelques heures après les attentats pour annuler toute initiative, toute grève ou manifestation. Elles l'ont fait au nom du respect scrupuleux de l'union nationale comme l'indique la direction de la CGT :

*"Face à ces actes criminels sans précédent, toutes tentatives d'opposition de salariés ou de citoyens doivent être condamnées".*

Autrement dit, la grève est en quelque sorte l'arme des djihadistes !

En conséquence, partout (par exemple à la RATP, à l'AP-HP) on a vu les dirigeants annuler les mots d'ordre de grève ou de rassemblement. La déclaration de la CCN en rajoute et précise le 18 novembre :

*"La CGT œuvre pour préserver les droits et la citoyenneté de tous. C'est en ce sens, qu'elle a sollicité une rencontre avec le gouvernement, sur le contenu des futures modifications constitutionnelles envisagées et pour les mesures à prendre allant dans le sens des attentes des salariés, **dans le cadre de l'état d'urgence.**"*

Idem pour la direction de la FSU :

*"Le gouvernement vient d'annoncer des mesures de sécurité d'urgence. Mais il s'agit aussi de prendre, au plan national comme sur la scène internationale, les mesures qui permettront de retrouver le chemin de la paix et de préserver et conforter les démocraties."*

Mailly au nom de FO fait de même. Il faut se défendre contre l'ennemi de l'extérieur et il appelle au renforcement des forces de police.

Et au moment-même où on prend connaissance de ces déclarations, on apprend que la direction d'Air France, sans même attendre les résultats de l'enquête, vient de licencier 5 travailleurs d'Air France accusés de "violences" contre les représentants patronaux lors de la manifestation du 5 octobre.

Mardi 18 novembre, 3 jours après la proclamation de l'Etat d'urgence, le MEDEF a rappelé son exigence que le CDI disparaisse du droit du travail ! Bourgeoisie et gouvernement, quant à eux, ne pratiquent aucune "trêve" !

## **Quels mots d'ordre avancer ?**

A l'inverse de la honteuse soumission du PS, du PCF, des directions syndicales à l'Etat bourgeois et au gouvernement, il faut militer partout où cela est possible sur des mots d'ordre qui se situent à la fois sur le terrain des libertés démocratiques et sur celui du combat contre notre propre impérialisme en combattant pour le Front unique des organisations ouvrières :

**- Levée immédiate de l'Etat d'urgence !**

**- Arrêt immédiat de l'intervention militaire en Syrie, en Irak et aussi en Afrique !**

Rappelons ce qui s'est passé en Espagne en 2004. Le 11 mars, à Atiocha, un attentat terroriste islamiste avait fait 200 morts. Le gouvernement Aznar (Parti populaire) avait tenté de le mettre sur le dos de l'ETA, se livrant à une manipulation politique. Les travailleurs et la jeunesse d'Espagne s'étaient massivement mobilisés contre le gouvernement au cri de : "La guerre, c'est vous ; les morts, c'est nous". 4 jours plus tard, Aznar et le PP étaient balayés aux élections législatives. Contre toute attente, et malgré lui, le PSOE sortait vainqueur. Et son dirigeant, Zapatero, premier ministre, était contraint d'annoncer le retrait des troupes espagnoles d'Afghanistan.

Voilà ce qui était possible en Espagne. Voilà ce qui serait possible en France en l'imposant à la majorité de députés PS-PCF contre le gouvernement !

## **La classe ouvrière, seule classe révolutionnaire, peut seule en conquérant le pouvoir politique permettre à l'humanité d'échapper à un avenir de barbarie généralisée**

Les attentats de Paris s'inscrivent dans l'effroyable marche à la barbarie dont il y a mille autres manifestations : guerres, chômage de masse, déplacements contraints de millions d'hommes pour des raisons politiques et climatiques, famine pour un milliard d'êtres

humains. La domination islamiste sur une partie du Proche et Moyen-Orient, de l'Afrique, sa barbarie sanguinaire est partie prenante de cette marche. Cette marche ne peut être stoppée tant que perdure le mode de production capitaliste et la domination de l'impérialisme.

A la question angoissée de savoir s'il existe une issue, il faut répondre avec netteté. Oui, l'issue est dans le combat du prolétariat, qui malgré le désarroi politique dans lequel il se trouve plongé à la suite du rétablissement du capitalisme en Russie, puis en Chine, a montré et montre qu'il conserve toutes ses capacités révolutionnaires.

Y compris dans les pays que d'aucuns nous présentent comme condamnés à la domination islamiste ou à la dictature militaire, le prolétariat a encore tout récemment fait preuve de ces capacités. Ce sont les ouvriers de Gafsa qui ont été à l'avant garde du combat qui, entraînant la jeunesse tunisienne, a renversé la dictature de Ben Ali. Ce sont les ouvriers d'Egypte, ceux du textile du delta du Nil, qui, dès 2007 ont porté les premiers coups à la dictature de Mubarak.

Et, il y a à peine quelques mois, ce sont encore travailleurs et jeunes qui, malgré la guerre, malgré l'état du gouvernement et des bandes islamistes, manifestaient en masse au coeur de Bagdad contre la corruption, pour les services publics.

### **La classe ouvrière ne peut mener sa lutte jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir, sans parti révolutionnaire**

Mais, dira-t-on aujourd'hui, en Egypte la contre-révolution triomphe. Sissi, l'ami de Hollande, emprisonne et exécute par milliers. El Sebsi, ancien bras droit de Ben Ali, est président de la Tunisie et vient de faire adopter une loi d'amnistie de ceux qui étaient les membres de la garde rapprochée de Ben Ali.

C'est vrai. Mais il n'y avait à cela aucune fatalité. En Egypte, ce sont les dirigeants des syndicats que les ouvriers d'Egypte avaient construits contre les syndicats "officiels" de la dictature qui ont eux-mêmes appelé au retour de l'armée au pouvoir. Ils ont eux-mêmes appelé à la manifestation plébiscitaire qui a conduit à ce retour. Ils ont ciré les bottes de ceux qui aujourd'hui jettent en prison et assassinent les militants ouvriers. En Tunisie, c'est la politique de la direction de l'UGTT – remerciée par un prix Nobel qu'elle partage avec patronat et gouvernement pour avoir fait refluer le prolétariat – qui a permis le retour des sbires de Ben Ali.

Partout, en Egypte, en Tunisie comme en France, la question décisive est, pour la classe ouvrière confrontée à la trahison des dirigeants de ses organisations, agents de l'impérialisme en son sein, celle de la construction de véritables partis ouvriers révolutionnaires, d'une Internationale Ouvrière révolutionnaire. C'est à la réalisation de cette tâche que nos militants, regroupés autour du bulletin *Combattre pour le Socialisme* entendent contribuer.

le 20 novembre 2015



**Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : [socialisme@free.fr](mailto:socialisme@free.fr)**